

New Europe College Yearbook 2001-2002



AXINIA CRASOVSCI
ANCA CRIVĂȚ
CONSTANȚA GHIȚULESCU
LUMINIȚA MUNTEANU
NONA-DANIELA PALINCAȘ
LAURA PAMFIL
COSIMA RUGHINIȘ
DIANA STANCIU
LEVENTE SZABÓ
BOGDAN TĂTARU-CAZABAN
MIRCEA VASILESCU

Editor: Irina Vainovski-Mihai

Copyright © 2005 – New Europe College

ISSN 1584-0298

NEW EUROPE COLLEGE

Str. Plantelor 21

023971 Bucharest

Romania

Tel. (+40-21) 327.00.35, Fax (+40-21) 327.07.74

E-mail: nec@nec.ro



MIRCEA VASILESCU

Né en 1960, à Ploiești

Docteur en Lettres, Université de Bucarest, 1999

Thèse : *Formation du système de réception dans la littérature roumaine prémoderne*

Maître de conférences, Faculté de Lettres, Université de Bucarest

Bourse à l'Université d'Anvers, 2000

Participations aux colloques, séminaires et congrès : Italie, Autriche, Roumanie
Articles d'histoire de la littérature, histoire et théorie de la lecture, théorie et culture média

Livres

„Iubite cetitoriule...“. *Lectură, public și comunicare în cultura română veche* [*Lecture, public et communication dans la culture roumaine ancienne*], Editura Paralela 45, Bucarest, 2001

Mass-comedia. Situații și moravuri ale presei de tranziție [*Mass-comedia. Situations et moeurs de la presse de transition*], Editura Curtea Veche, Bucarest, 2001

LE DISCOURS ANTI-OCCIDENTAL DANS LA PRESSE ROUMAINE POST-COMMUNISTE

Pendant la guerre froide, une des stratégies constantes de la propagande des régimes communistes a été la construction d'un discours anti-occidental et sa diffusion par l'intermédiaire de la presse et des médias audiovisuels. En appliquant les « directives » des documents officiels, la presse (entièrement contrôlée économiquement et idéologiquement par l'Etat) construisait une image négative du système occidental : d'une part, les éditoriaux et les commentaires reprenaient les thèses du Parti communiste en ce qui concerne « la supériorité du socialisme par rapport au capitalisme », d'autre part, les pages dédiées à l'information internationale étaient dominées par des thèmes négatifs sur l'Occident : le chômage, les drogues, la violence, l'insécurité sociale etc. Cette stratégie de propagande était fondée sur le conflit politique et idéologique entre les deux systèmes – démocratique et communiste – et elle a emprunté des formes particulières d'un pays à l'autre. Le cas de la Roumanie est peut-être plus intéressant, surtout dans les années 1980, quand le régime de Ceaușescu a récupéré et utilisé en sa faveur des thèmes nationalistes : les sources des campagnes anti-occidentales ne se trouvaient plus seulement dans l'idéologie communiste, mais aussi dans le nationalisme roumain manifesté pendant l'entre-deux-guerres ou bien auparavant¹. Puisque les structures de l'Etat et du Parti communiste contrôlaient entièrement les médias, les possibilités de constituer un « discours alternatif » étaient très faibles et, par conséquent, le discours officiel (unique) a laissé des traces profondes dans les mentalités, dans le comportement public et, surtout, dans la constitution et le fonctionnement du discours de la presse² après la violente chute du communisme, en décembre 1989.

Pendant les années 1990-1991 on a assisté à un grand essor des journaux et des revues. De trois quotidiens nationaux, un seul quotidien sportif, une trentaine de journaux locaux (à parution quotidienne, bi-hebdomadaire ou hebdomadaire) et 459 revues et périodiques (y compris les revues académiques, techniques etc.) en 1989, on est très rapidement passé à des chiffres impressionnants : 65 quotidiens et 1379 revues en 1990, 83 quotidiens et 1253 revues en 1991, 102 quotidiens et 1103 revues en 1992³. Après 1995-1996, le marché des journaux a connu un processus de stabilisation relative, qu'une recherche récente appelle « le passage de la presse d'offre à la presse de demande »⁴. Dans un premier moment, il était très important de *s'exprimer librement*, après des décennies de censure, donc la presse n'était pas vue en tant qu'activité commerciale, mais plutôt comme espace de débat public et tribune d'opinions. En même temps, il y avait une très grande « soif de lecture » du public : « après la disparition des restrictions imposées par le régime communiste qui ont mené à des frustrations et des aspirations culturelles inachevées, les catégories sociales les plus diverses se sont dirigées vers les médias, pour y trouver un fournisseur rapide et à bon marché d'informations, de divertissement, d'opinions »⁵. Par conséquent, les tirages des journaux ont atteint des chiffres impressionnants : presque 2 millions d'exemplaires les deux premiers quotidiens (*Adevărul, România liberă*), 600.000-700.000 exemplaires les hebdomadaires⁶. Cette croissance n'a pas été accompagnée par une meilleure qualité et par des standards professionnels : selon Peter Gross, la presse roumaine se trouvait encore, après dix ans de transition, dans un état « pré-professionnel »⁷. L'un des traits distinctifs de cet état de choses a été (et il l'est encore aujourd'hui) le mélange entre information et opinion. Mais cela n'a pas nuit à la crédibilité de la presse, qui a joui et jouit encore de la confiance du public⁸. Cela s'explique par le fait que le public-même prétendait aux journaux non pas de l'information « nue », mais des explications et des commentaires sur ce qui se passait dans la société, ainsi les gens pouvaient confirmer ou infirmer leurs propres idées, convictions, valeurs etc. Dans tous les pays post-communistes, les médias ont joué un très grand rôle dans la constitution des nouvelles identités, dans un contexte très dynamique, qui a posé beaucoup de problèmes d'adaptation aux individus et aux groupes sociaux, comme Vaclav Havel le remarquait récemment dans une interview :

(...) in the 12 years that have passed since the collapse of communism, we have experienced countless things that were entirely new and that nobody expected. In some countries, the development has gone faster than anyone could have predicted, in other countries this process has gone along winding roads with many bypasses and surprises⁹.

Parmi ces choses « entièrement nouvelles » il faut considérer l'image de l'Occident, de plus en plus présente et complexe dans les médias est-européens, qui a contribué à la constitution des nouvelles identités et du discours public. L'Occident est (re)devenu, à l'Est, un point de référence politique et économique et un modèle culturel.

Mais quel Occident ? La presse et la propagande communiste ont créé l'image d'un Occident « mauvais », tandis que les sources alternatives (les radios internationales « Free Europe », « BBC » et « Voice of America », l'information culturelle qui circulait dans les milieux intellectuels etc.) avaient un impact limité. En plus, la propagande même a produit des effets contraires : en sachant que le discours officiel est faux, les gens le refusaient et ils se construisaient une image idéalisée de l'Occident, à travers les informations et les impressions fragmentaires offertes par le « circuit populaire » (ceux qui voyageaient à l'étranger ou y avaient des amis et des parents, les produits-symboles – les *jeans*, le whisky, les cigarettes, les films etc. – qui donnaient dans l'imaginaire collectif l'idée d'un Occident-espace du bien-être et de l'aisance). Sans trop entrer dans les détails, il faut dire qu'après la chute du régime communiste le discours sur l'Occident s'est constitué, en bonne partie, autour de stéréotypes positifs et négatifs. La presse a créé et diffusé l'inventaire des thèmes et des stratégies discursives et, grâce à sa popularité, a contribué d'une manière essentielle à la valorisation – positive ou négative – de l'Occident dans la construction de la « nouvelle identité » des Roumains.

La perception de l'Occident

Pour étudier le discours anti-occidental, il faudrait premièrement définir d'une manière plus précise ce qu'on comprend par « Occident » et « occidental » – une démarche pas du tout facile. Dans la culture roumaine, dominée jusqu'au début du XIX^e siècle par le paradigme byzantin, la redécouverte de l'Europe par les quarante-huitards a mené à la modernisation rapide (culturelle, politique, institutionnelle), mais a

engendré en même temps une « querelle » entre modernité et tradition, entre élans occidentalisans et conservatismes autochtones. Pendant le XIX^e siècle, l'idée d'Occident comportait exclusivement l'Europe de l'Ouest ; c'est ainsi qu'elle s'est prolongée jusqu'après la première guerre mondiale. Dans les années 1920-1930, les polémiques entre les traditionalistes de toutes les nuances (ruralistes, orthodoxistes etc.) et les modernistes pro-occidentaux ont pratiquement dominé le discours public¹⁰. C'est dans cette période qu'on « ajoute » l'espace américain à l'idée de « civilisation occidentale » et on crée une image d'ensemble. Mais c'est le régime communiste qui arrive à imposer dans le mental collectif l'image d'un Occident « monolithique » (l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord), par l'intermédiaire des étiquettes idéologiques utilisées dans le discours du pouvoir : « impérialisme », « capitalisme », « système capitaliste », « le capitalisme mondial », « le capitalisme occidental », « le système occidental ». La création, par la propagande communiste, d'un « grand ennemi », a porté, paradoxalement, à la prise de conscience de l'unité de l'Occident : dans le langage populaire et familier, des expressions tels *afară* (« en dehors »), *dincolo* (« au-delà », « de l'autre côté »), *în Vest* (« à l'Ouest ») étaient très fréquemment utilisées pour dénommer l'Occident dans son entier ou seulement un pays occidental. On entendait fréquemment des phrases telles que : *Am prieteni afară* (« J'ai des amis dehors ») ; *Vărul meu a fugit dincolo* (« Mon cousin s'est enfuit au-delà ») etc. Il y a dans ce langage non seulement une codification due à la prudence nécessaire sous le régime communiste quand on parlait de l'Occident, mais aussi une version appliquée de la distinction entre *in-group* et *out-group*. Le sentiment de « clôture » en-deçà du mur de Berlin, l'agression de la propagande, le déchirement de l'identité et la rupture avec la modernité à peine constituée contribuaient, dans des degrés divers, à la diffusion de ce langage et de ses connotations. L'Occident signifiait, donc, dans l'imaginaire collectif, *l'Autre monde*, valorisé d'une manière plutôt positive en ce qui concerne le bien-être, les droits et les libertés, mais *différent* : il s'agissait de *nous* et *eux* (voir *infra*). Et c'était la composante *idéologique* qui comptait et qui compte encore : *nous* et *eux* n'ont pas seulement des référents ethniques et sociaux, mais aussi politiques – nous, ceux des pays communistes, et eux, ceux des pays libres. Dans ce contexte, les distinctions qu'on pouvait faire à *l'intérieur* de l'Occident devenaient non-opérationnelles : entre Europe et Etats Unis, entre Italie et Pays-Bas, on était tenté de percevoir plus les traits communs que les différences politiques ou culturelles.

L'image de l'Occident dans la société roumaine pendant et après le communisme est, sans doute, beaucoup plus complexe (ce serait le sujet d'une étude appliquée), mais pour le but de cette recherche il suffit d'enregistrer en tant que tel l'aspect le plus saisissant de « l'usage de l'Occident » dans les pratiques discursives et culturelles. Cette perception « monolithique », très répandue dans le public, a été dominante dans le discours journalistique après 1989. Constituée en bonne partie par des clichés, elle s'appuie sur une certaine histoire culturelle, sur la persistance des effets de la propagande et sur la précarité d'informations sur l'Occident. Bien sûr, il y a une nette différence de ce point de vue entre les élites intellectuelles et les masses : d'une part, une minorité éduquée et active s'est rapidement constitué en « porte-parole » des valeurs occidentales :

elle ne peut être la cible d'une persuasion grossière, ni l'objet de la manipulation. Ce qui fait l'originalité de la Roumanie par rapport aux pays voisins plus avancés sur la voie de la démocratie est le rapport défavorable entre cette minorité et le reste de la population, la rupture quasi-totale qui semble exister entre ces deux fragments et qui peut nous faire parler de deux Roumanies différentes, ayant des consciences différentes de soi et du reste du monde¹¹.

C'est dans cette majorité peu informée et « endettée » encore aux valeurs imposées par la propagande communiste que le discours anti-occidental a trouvé son débouché, puisque la production de ce type de discours repose sur l'existence, dans le public, d'un « marché des stéréotypes ». Mais ce sont les intellectuels qui ont maintenu cette image « monolithique » de l'Occident dans la production du discours. Presque dans toute question à l'ordre du jour (politique, culturelle, institutionnelle, économique), dans les journaux ou dans les débats télévisés, la première réaction des éditorialistes ou des analystes était la comparaison entre ce qui se passe « chez nous » et ce qui se passe « à l'Occident ». En plus, la presse a bénéficié du prestige et de l'autorité que le public lui avait accordés, ce qui lui a permis de créer et de diffuser des stéréotypes (ou d'en synthétiser ceux qui existaient sur le « marché ») sans perdre la crédibilité, vu que, surtout pendant les premières années postcommunistes, « les médias ont été [...] et ils le sont en quelque sorte de nos jours encore, un substitut pour toutes les structures absentes de la société roumaine : substitut du pouvoir et de l'opposition, substitut d'une classe

politique à peine alphabétisée, substitut d'une Justice faible et inefficace [...] »¹². Le discours anti-occidental des éditoriaux joue aussi un rôle de substitut (au moins en partie) : le substitut d'un discours identitaire, pour un public qui essayait de retrouver des valeurs et des opinions à partager. Et le public, avec ses attentes, fait partie du jeu : « The recipients of media messages are not such much partners in a reciprocal process of communicative exchange but rather participants in a structured process of symbolic transmission »¹³.

Les contenus : thèmes dominants

Sans trop insister sur les racines historiques du discours anti-occidental, il faut préciser que la chute du communisme a engendré la récupération des thèmes traditionnels affirmés dans le discours public surtout pendant les années 20-30 du XX^e siècle, qui se sont mêlés à la rhétorique encore vivante du discours officiel communiste et aux mythes politiques sur la nation roumaine, son passé glorieux, son identité etc. Par exemple, le « mythe de la cité assiégée » a été maintes fois repris en parlant de la situation de la Roumanie comme « défenseur » de la civilisation occidentale ou du fait que notre pays est entouré par des ennemis, « à l'exception de la Mer Noire »¹⁴ (un stéréotype repris avec insistance pendant les bombardements de l'OTAN à Belgrade – v. *infra*). Les thèmes du discours anti-occidental sont profondément marqués par ce mélange entre le recours au passé et les mythes que la propagande communiste avait promus.

Les héritages culturels sont invoqués pour justifier les options politiques contemporaines. Dans tous ces pays [de l'Est] sont issus des mouvements politiques qui proclament leurs affinités avec les traditions de l'entre-deux-guerres. Mais ces traditions n'étaient pas en premier lieu libérales : la culture politique de la région inclut des sentiments anti-occidentaux, féodaux-romantiques, anticapitalistes et même anti-industriels, et tout cela a précédé l'arrivée du communisme¹⁵.

La production et la réception du discours anti-occidental dans la presse roumaine post-communiste ont lieu dans ce contexte « impur » du point de vue idéologique et elles ne reposent pas seulement sur l'héritage immédiat du communisme, mais aussi sur une tradition récupérée « à

bout de souffle » pendant les premières années après 1989. Sans être tout à fait identique au discours nationaliste, le discours anti-occidental est étroitement lié à celui-ci et comporte la même rhétorique issue de la fin du discours idéologique communiste : dans les pratiques discursives, l'anti-occidentalisme est devenu en bonne partie une « idéologie de substitution »¹⁶.

Les traits distinctifs les plus saisissants du discours anti-occidental incluent une dimension identitaire : l'Occident est souvent opposé à l'Union Soviétique (ou à l'espace ex-soviétique), à « l'Est » en général, quand il s'agit de discuter l'avenir politique de la Roumanie ; du point de vue culturel, le modèle occidental est synonyme de modernité, opposé donc aux « traditions », aux spécificités nationales ; enfin, la dispute idéologique tend (sur les traces de la guerre froide) à considérer le monde occidental comme un espace chargé de contradictions et de problèmes que nous pourrions éviter en choisissant une « troisième voie ». Au fur et à mesure que l'évolution du pays se dirige vers la démocratie et vers l'intégration européenne, les attitudes anti-occidentales deviennent plus faibles, mais leur fondement identitaire reste encore fort. Il est stimulé en premier lieu par le discours nationaliste, comme dans tous les pays ex-communistes :

Puisque la force du *credo* marxiste était affaiblie, les discours nationalistes sont entrés (de nouveau) en scène, préparés à remplir l'apparent vide idéologique. Justement parce que l'espace social est imprévisible, au sens négatif, constitué par des sociétés civiles faibles et des partis politiques sans consistance, les gens investissent dans leur aspiration à la solidarité et dans le sentiment d'appartenir à la nation. Plus encore, la célébration de la communauté est associée d'habitude à l'exaltation des vertus militaires, au culte de l'État et à la persécution de la pensée indépendante¹⁷.

L'Occident est en premier lieu un point de référence pour définir une nouvelle identité, mais en même temps il crée le sentiment de la rupture entre « nous », citoyens de l'Est, et « eux », citoyens du « monde libre ». La constitution de la nouvelle identité est redevable aux traits énumérés par Tismaneanu et l'Occident est devenu « l'Autre » par excellence : perçu soit comme désirable, soit comme objet de confrontation, soit étant globalement repoussé.

Selon Liah Greenfield, l'identité nationale est, essentiellement, « un problème de dignité », puisqu'elle offre aux gens des « raisons de fierté »¹⁸.

Les attitudes envers l'Occident dans la presse roumaine d'après 1990 se sont constituées en grande partie, sous la pression des nouveaux discours nationalistes, autour du sentiment de *dignité* : il fallait « montrer au monde entier » qui sommes nous, par opposition à eux. Par conséquent, aux stéréotypes hérités du régime communiste (*les Grands Pouvoirs et leurs atteintes contre notre souveraineté nationale, les tentatives de déstabiliser notre pays, le révisionnisme hongrois appuyé par l'Occident, les intérêts des occidentaux de s'emparer de nos richesses, les plans occultes des Grands pour dominer les petits pays, l'Occident préoccupé exclusivement par ses intérêts*¹⁹, *l'image négative de notre pays diffusée d'une manière intéressée par les médias occidentaux* etc.) s'ajoutent les thèmes apparemment nouveaux, mais en fait fondés sur des anciens préjugés et stéréotypes : *l'Occident nous a toujours trahis et nous a abandonnés aux ennemis venus de l'Est ; la trahison de Yalta ; l'incompatibilité entre l'Occident catholique ou protestant et notre orthodoxie ; l'Occident qui a perdu son âme et le sens des valeurs spirituelles ; accepter les valeurs occidentales signifie tout simplement nous vendre et abandonner notre identité ; l'Occident est conduit en secret par la grande finance internationale dominée par les juifs ; les occidentaux sont devenus des esclaves du confort et du consumérisme – donc facilement manipulables ; le comportement hypocrite des politiciens occidentaux ; l'anti-intellectualisme de l'Occident (surtout des Américains)* etc. Le slogan le plus repris pendant la période 1990-1992, soit durant les manifestations, soit dans la presse, et qui a eu un rôle décisif dans les élections, a été *Noi nu ne vindem țara!* (« Nous ne vendons pas notre pays »). Ses usages n'ont pas du tout été « abstraits » ou « idéalistes », mais orientés vers des cibles précises : premièrement contre les leaders des partis historiques réapparus après 1989, Ion Rațiu et Radu Câmpeanu qui avaient vécu en exil en Occident, et, de retour en Roumanie, ils ont été accusés de vouloir « soumettre le pays aux grands pouvoirs occidentaux », et deuxièmement contre l'idée naissante de privatiser l'industrie (grande raison de fierté pour le régime communiste) avec la participation des capitaux étrangers²⁰.

Quelques-uns des thèmes cités ci-dessus proviennent de l'inventaire du discours traditionaliste de l'entre-deux-guerres, mais leur configuration a subi des transformations pendant le communisme, en conservant quand-même le message. Par exemple, le stéréotype de la « grande finance internationale dominée par les juifs », présente dans le discours public depuis la fin du XIX^e siècle, a perdu, à l'époque communiste, la

composante ethnique et raciale (la propagande communiste parlait tout simplement de la « grande finance internationale » ou des « grands capitaux internationaux ») et l'a récupérée après 1989. De la même manière, l'incompatibilité entre l'orthodoxie roumaine et l'Occident catholique ou protestant (et la supériorité spirituelle et morale de l'orthodoxie) a été l'une des thèses principales du courant orthodoxiste représenté dans les années 20-30 par la revue *Gândirea* ; l'athéisme communiste ne pouvait pas, évidemment, faire référence aux sujets religieux, mais pendant les années 80 on retrouve dans le discours officiel l'appel aux « valeurs spirituelles roumaines » (sans préciser quelles sont ces valeurs) et dans la même période s'affirme le « protocronisme » (encouragé par le régime) qui, insistant sur une prétendue « antériorité » de certains motifs, idées, thèmes de la culture roumaine par rapport aux cultures occidentales, voulait démontrer, en fin de comptes, « notre supériorité culturelle » et, par conséquent, « l'autosuffisance » de la culture roumaine : une façon de dire que nous n'avons pas besoin de l'Occident, vu que nous avons tout ce qu'il nous faut *ici, chez nous*. C'était une version de la politique isolationniste que le régime communiste roumain a menée pendant les années 80, adaptée au domaine de la culture. Sur le plan intellectuel, le « protocronisme » a été fortement combattu à l'époque (dans des revues comme *România literară*, *Secolul 20*, *Caiete critice* etc.) par des écrivains, des artistes, des essayistes, mais surtout par des critiques littéraires : la critique littéraire était la seule forme de discours « idéologique » exprimable et presque l'unique possibilité d'affirmer les valeurs européennes dans les années 80, dominées par le discours national-communiste.

Mais réduire les attitudes anti-occidentales au pur nationalisme, ce serait une erreur. Dans la complexité textuelle des journaux il ne s'agit pas simplement d'accepter ou de répudier l'Occident ; mon hypothèse est qu'il y a des niveaux intermédiaires et des nuances dans l'interprétation des thèmes et des stéréotypes. A part le discours anti-occidental *radical*, il y a en un type de discours « concessif », qui semble accepter l'Occident, qui ne rejette pas le dialogue, mais qui insiste toujours sur *notre spécificité* et finit par emprunter la perspective, le langage et la rhétorique du discours radical. Et il y a enfin un discours *raisonné* qui fait possible le débat argumenté et qui exprime un « euroscepticisme » sincère ; ce type d'argumentation – présent surtout dans les milieux intellectuels et dans leurs publications – risque d'être suffoqué ou dénaturé par les bruits de la propagande nationaliste et anti-occidentale, radicale ou non.

Il est assez difficile de reconstituer d'une manière exacte la parution et le parcours des thèmes anti-occidentaux dans la presse roumaine postcommuniste. Beaucoup d'entre eux ont été hérités de la propagande communiste, bien d'autres ont des racines plus lointaines, et il y en a aussi des thèmes nouveaux, issus de la problématique compliquée du monde post-communiste. Il est quand même évident que, dans le nouveau contexte discursif d'après 1989 la mixture des thèmes et l'impact des journaux ont créé une atmosphère anti-occidentale très répandue et assez forte, saisissable dans une grande partie de l'esprit public, et pas seulement dans les journaux déclarés ou considérés en tant que tels.

En 1990, la presse s'est assez rapidement orientée vers les « pôles » de la nouvelle scène politique : d'une part, le pouvoir considéré « néo-communiste », d'autre part ce qu'on appelait alors « l'opposition démocratique ». Tous les combats – politiques, idéologiques, culturels – de la transition roumaine ont été provoqués par cette dichotomie, et les journaux se sont fixés dans la perception publique selon le même schéma. Par exemple, *Azi* (« Aujourd'hui »), quotidien du Front du Salut National au pouvoir, et *Adevărul* (« La vérité »), déclaré indépendant, mais proche du FSN, se trouvaient souvent sur des positions anti-occidentales et avaient pour collaborateurs des anciens permanents du Parti Communiste et des intellectuels et écrivains appartenant au courant nationaliste (Paul Everac, Dan Zamfirescu, Paul Anghel, Mihai Ungheanu etc.). Les hebdomadaires *România Mare*, *Europa*, *Românul*, parus un peu plus tard (1992-1993), étaient ouvertement anti-occidentaux, liés au parti nationaliste de Corneliu Vadim Tudor et aux membres de la « Securitate », l'ancienne police politique de Ceaușescu. L'impact général de ces publications a été assez grand : les deux quotidiens avaient à un moment donné plus de 1 million d'exemplaires chacun, tandis que *România Mare* avait plus de 200.000 exemplaires vendus dans sa période de pointe (1994-1995) et un nombre considérable de lecteurs en 2000²¹, selon les données fournies par l'institut de sondages IMAS. De l'autre côté de la scène politique, à part l'hebdomadaire 22, publié par le Groupe de Dialogue Social (qui regroupait les intellectuels les plus connus), le plus pro-occidental, il y avait au début surtout les quotidiens *România liberă* et *Cotidianul*, et l'hebdomadaire *Expres* (plus de 200.000 exemplaires), situés du côté de ce qu'on appelait, jusqu'aux élections de 1996, « l'opposition démocratique », auxquels il se joint depuis l'automne 1992 *Evenimentul zilei*, un journal plutôt populaire, déclaré (comme tous, d'ailleurs) indépendant, mais en fait critique envers le pouvoir. Ce sont les journaux

les plus connus ; évidemment, il y en a bien d'autres, mais ce n'est pas leur inventaire qui m'intéresse, mais leur attitude envers l'Occident, telle qu'elle était perçue dans l'opinion publique. Cette division très nette a fonctionné beaucoup de temps et a défini la société roumaine ; de point de vue politique, il paraît que le « bipolarisme » s'était établi assez fortement : d'une part le pouvoir perçu comme néo-communiste, avec ses réflexes pro-soviétiques et son « lourd » héritage, d'autre part l'opposition pro-occidentale, favorable aux valeurs de la démocratie libérale. La polarisation des journaux a suivi, apparemment, la ligne de démarcation entre les forces politiques. Cette « interdépendance » presse-partis politiques a été un phénomène général dans les pays post-communistes au début des années 90 : « First the party dominated press and then, in a less obvious and more diluted way, the parties and the press in parallel contributed to, represented and served the political nature of society »²².

Mais ce schéma s'avère assez réducteur : premièrement parce que les parcours idéologiques des journaux n'ont été guère constants et deuxièmement puisqu'il y a une « rhétorique transversale » qui atteint presque tous les journaux, au-delà de l'idéologie affichée et au-delà des sympathies politiques déclarées. Les valeurs culturelles et les identités idéologiques sont encore précaires : « gauche » et « droite », réformistes et conservateurs, sont issus des mêmes pratiques discursives. Je donnerai un seul exemple, concentré sur un des sujets controversés de la transition roumaine : la figure du maréchal Ion Antonescu. *România liberă*, qui a milité dès le début pour une démocratie de type occidental et a critiqué durement « le pouvoir néo-communiste », publie un article avec un style et des arguments très proches de *România Mare* :

Efigia Mareșalului continuă să fie satanizată și după 55 de ani de la asasinarea sa. Și astăzi sunt persecutați acei români care încercă să-i cinstească memoria. Este adevărat că ei nu mai sunt uciși ca acum 45-50 de ani, ci 'doar' trecuți în rezervă. Cum poate fi înțeleasă utilizarea de către președintele de azi al României a calificativului de 'criminal de război' la adresa Mareșalului? Oare nu este limpede că această etichetă i-a fost aplicată de ocupantul sovietic într-un mod cu totul abuziv, numai pentru faptul că mareșalul a îndrăznit să se ridice împotriva colosului sovietic în apărarea României? [...]« Este cert că, pregătindu-ne să intrăm în UE și în NATO, nimeni nu ne cere să ne derobăm de demnitatea națională, să ne autoflagelăm, să ne denigrăm înaintașii. Dimpotrivă, apărându-ne

demnitatea, vom câștiga mai mult respect. (Valeriu Graur, « Războiul dezrobirii », *România liberă (Aldine)*, nr. 272, 30 iunie 2001)²³.

Dans un article de Corneliu Vadim Tudor, leader d'un parti extrémiste, on retrouve les mêmes stéréotypes et la même attitude :

Decenii de-a rândul, tot felul de agitatori de profesie ne-au trimis, de peste Ocean, 'rachetele balistice' ale unor proteste și amenințări, ca nu care cumva generațiile tinere de români să redescopere tezaurul cultural și etic al Poporului lor. În Topul românilor puși la stîlpul infamiei s-a aflat și Mareșalul Antonescu. Nu sînt absurd și n-am nici un fel de fixație cu privire la oameni și evenimente care au început să se piardă în negura Istoriei, dar am dreptul să știu dacă libertatea de expresie e valabilă și pentru noi, românii, sau numai pentru cei care ar vrea să gîndească în locul nostru și care ne tratează doar ca pe niște simple repere statistice. În Istorie, cel puțin în Secolul XX, numai Hitler și Stalin s-au răfuit cu statuile. Acei kongresmeni americani, Cristopher Smith și D'Amato, care ne tot amenință cu Apocalipsa dacă vom îndrăzni să dezvelim vreo statuie a aceluia care, totuși, a fost Conducătorul Statului Român și a contribuit la întregirea Țării, și în I-ul, și în cel de-al II-lea război mondial, ar face mai bine să-și vadă de incultura și de mizeriile lor. Au America și Israelul 'sensibilități' față de reconsiderarea personalității Mareșalului Antonescu? Le privește, și noi avem sensibilitățile noastre și așteptăm vremea cînd va fi recunoscut, oficial, și holocaustul împotriva românilor, cu nimic mai prejos decît holocaustul împotriva evreilor²⁴.

Cet exemple montre qu'au niveau des pratiques discursives le critère de l'idéologie politique est en fait annulé et que le discours de la presse est un mélange assez compliqué de thèmes, contenus, effets rhétoriques et présuppositions. Le discours anti-occidental n'est donc pas l'apanage d'une ligne idéologique ou d'une autre et en principe n'est pas le produit « pur » de l'idéologie. Il y a des trafics idéologiques assez compliqués, mais il y a surtout, dans l'espace public, un mouvement libre des formules, des motifs, des clichés, des stéréotypes qui expriment une attitude anti-occidentale assez répandue et assez profonde, étroitement liée à la crise identitaire provoquée par la transition. L'exemple ci-dessus montre l'unité rhétorique du discours anti-occidental, fondée sur une hérédité « lourde » : dans une société stabilisée, une telle coïncidence stylistique entre un journal d'un occidentalisme militant comme *România liberă* et une revue antisémite, – *Mare* serait exclue. Mais, plus que leur orientation idéologique, à cette coïncidence contribue l'unité rhétorique qui a ses

racines dans les traits discursifs du système communiste : le double langage, les techniques de la propagande, le refus du dialogue et l'exclusion des éventuelles opinions différentes, la méfiance à l'égard de l'interlocuteur. En fin de comptes, le discours de la presse n'est que la partie la plus visible des comportements discursifs de la société.

Qui sommes « nous » ? Nouvelles dilemmes identitaires

Miroslav Hroch parle de plusieurs éléments qui contribuent au processus de construction de la nation, dont trois sont irremplaçables :

Many of these ties could be mutually substitutable – some playing a particularly important role in one nation-building process, and no more than a subsidiary part in others. But among them, three stand out as irreplaceable: (1) a 'memory' of some common past, treated as a 'destiny' of the group - or at least of its core constituents; (2) a density of linguistic or cultural ties enabling a higher degree of social communication within the group than beyond it; (3) a conception of the equality of all members of the group organized as a civil society²⁵.

Il me semble que la mémoire du passé récent commun a joué un rôle important dans la structure du discours anti-occidental, surtout dans la constitution de la « perspective de l'énonciation » : le plus souvent, il existe dans les éditoriaux et dans les articles d'opinion un *nous* qui devrait exprimer, entre autres, justement la solidarité de la nation par rapport à l'Occident ou à d'autres entités. Une analyse plus attentive démontre que ce style est le premier signe de continuité avec le discours officiel communiste. Les usages de *nous* sont, maintes fois, issus des formules utilisées par les leaders du parti communiste qui assumaient le « destin » du groupe. Dans une étude présentée à la Conférence de la Société Internationale pour l'Histoire de la Rhétorique, Cezar Ornatowski analysait l'usage du pronom *nous* par le discours officiel communiste polonais :

One would, typically, assume that we referred to in the first place to the speaker's identity as the member of the ruling party, then to other potential senses of the pronoun (we Poles, we workers, we peasants, we the people). The all-inclusive, shifting plural signified the speaker's unquestioning subscription to, and identification with, the system, the ideology, as well as his 'self-instrumentalization' as a loyal vehicle, an embodiment, of the

official 'line'. To project a measure of rhetorical power a speaker had to immolate himself or herself rhetorically, to divest himself or herself of any individual power, to become merely a mouthpiece of an ideologized, reified collectivity²⁶.

Dans un grand nombre d'éditoriaux, l'usage de *nous* sert à définir une telle collectivité. Utilisé d'une telle manière, *nous* exclut les différences et les individualités et, en même temps, il implique nécessairement la création d'un adversaire. Celui-ci sera construit d'une manière artificielle, rigide, pour justifier l'usage de *nous*. Evidemment, il n'existe pas de construction identitaire en dehors du couple *nous-eux*. Mais la transition post-communiste accentue le rôle des enjeux nationaux et ethniques, parce que les gens ont la tendance, « en célébrant la communauté en tant que réservoir suprême de la dignité humaine », de reconstituer les solidarités perdues après la disparition du marxisme comme idéologie unique²⁷. « Nous » est un terme défini par rapport aux paramètres culturels et historiques, mais aussi par rapport à l'image contextuelle de « l'autre » – et dans ce cas, « l'autre » c'est l'Occident, miroir renversé qui doit mettre en évidence la différence. Fermement idéologisée pendant la guerre froide, l'image stéréotypée de l'Occident a stimulé la clôture du discours : on vit une période caractérisé par « le retour aux loyautés régionales et la renaissance de l'ethnicité »²⁸. *Nous* signifie avant tout « nous, les Roumains », ce qui est tout à fait naturel – c'est la plus simple manière de se placer dans l'*in-group*²⁹. Mais l'usage du pronom dans les articles de presse est redevable à la rhétorique héritée du communisme : il exprime la collectivité « idéologisée et réifiée » dont Cezar Ornatowski parlait – une collectivité supposée comme connue et acceptée unanimement. *Nous* exclut, de ses présuppositions, l'existence de *vous*, c'est à dire d'un groupe ou d'une autre collectivité qui pourrait se situer en marge ou en dehors de cette « unanimité » ou qui pourrait avoir d'autres opinions ou avec laquelle on pourrait instaurer un dialogue. L'usage de *nous* implique que ceux qui n'y adhèrent s'excluent non seulement de l'univers des opinions et des énoncés contenus dans l'article, mais aussi du groupe, de la collectivité, en fin de compte de la nation. Le désir d'homogénéité et l'illusion que *nous* est fondé sur des valeurs et des traits distinctifs unanimement acceptés proviennent de l'ancien régime :

On the one hand, Ceaușescu emphasized the party's monopoly on power, the need to preserve collective property over the means of production, the historical competition with the capitalist West. On the other, his rhetoric

was unabashedly chauvinistic, anti-Hungarian, obsessed with the need to establish a perfectly "homogenous" ethnic community³⁰.

Mais le contexte est changé et ce n'est plus l'unique discours possible, l'homogénéité s'avère non seulement impossible, mais aussi non-nécessaire. Le rôle de *nous* devient surtout celui de *construire l'adversaire*. Et cela se passe par le discours de la presse, qui est un véhicule idéal pour forger « the national other » :

Media stories on foreign affairs consist of imposing standardized assumptions over events that must be covered by the dictates of the prevailing news standards (ritualized news format, illustrated lectures, etc.). What is more, during periods of nationalist ardor, the media may generate a climate of moral-national panic by defining the national "other"³¹.

La citation fait partie d'une étude qui analyse la présence du problème de la « Macédoine » (FYROM) dans les journaux grecs. La Roumanie d'après la chute du communisme a connu, elle aussi, une espèce de « fièvre nationaliste », et en tout cas des forts dilemmes identitaires et la presse a été un des facteurs qui diffusait, pour le grand public, l'acquis d'une stabilité identitaire fondé sur « nos valeurs » (« the ethnocentrism forms one of the main and durable journalistic values through which the news is selected and presented »³²). Les éditorialistes jouent le rôle des élites qui, selon John Zeller, ont une grande influence dans la formation de « l'opinion de masse », vu que le public « ne porte pas avec soi, tout le temps, certaines attitudes fixes envers chaque événement », mais il construit ces attitudes par rapport aux « elite-supplied stereotypes », surtout quand il s'agit de questions au-delà de ses capacités d'entendre et de juger³³. Normalement, dans une société habituée au fonctionnement de la pluralité des discours, *les publics* utilisent les informations et les opinions des élites en les intégrant dans leur propre système de convictions et de préférences, en les « vérifiant » par leurs observations directes, dans la mesure du possible³⁴. Dans une société qui a été longuement exposée au discours unique, le public est plutôt passif et désorienté, et donc sensible aux appels à la « solidarité » de *l'in-group* face aux « autres », aux étrangers dont les intentions ne sont pas du tout claires. Dans un livre sur la littérature roumaine sous le communisme, Eugen Negrici démontre que la propagande nationale-communiste de Ceaușescu a construit et utilisé comme instrument de contrôle idéologique des masses

« le mythe de la patrie en danger »³⁵. C'est exactement le stéréotype le plus utilisé dans les éditoriaux quand il s'agit de « nos » rapports avec l'Occident, auquel il s'ajoute le « thème du complot ». Ces thèmes tombaient justement sur les convictions diffuses de masses, peu informées sur ce que c'est « le monde libre ». Dès 1990, on crée l'image d'un Occident félon qui, derrière les attitudes de sympathie, cache des intentions destabilisatrices : il veut tout simplement s'emparer de nos richesses, instaurer un *diktat*, attenter à la souveraineté de notre peuple.
E. g. :

...șoselele României vor fi în continuare traversate de de moderne autoturisme străine, cu ajutoare umanitare: termometre, antinevralgice, jucării, echipamente pentru tipografii particulare și posturi de radio, faxuri, cărți etc., panaceu ce se încadrează perfect în politica lumii libere față de Românie, țară căreia în viitor i se va contesta probabil dreptul de a-și menține capitala la București și nu la Videle, dacă nu știu cine va declara greva foamei în fața domnilor de la Bruxelles. Împotriva acestei realități, confecționată cu sprijinul generos al opoziției obsedate de 'martirizarea' democrației în România, nu avem decât o singură ieșire: efortul propriu³⁶.

D'un coup, on fixe, dans ce fragment, les coordonnées de la nouvelle « réalité » construite par le discours, dont les techniques classiques de la propagande³⁷ : *glittering generalities* (« les propres efforts », « la politique du monde libre envers la Roumanie »), *name calling* (l'usage ironique et minimisant de l'expression « les messieurs de Bruxelles ») etc. Ce sont d'ailleurs des attributs généraux du discours des éditoriaux roumain, qui ne s'inscrivent pas dans la catégorie des textes *argumentatifs*, mais plutôt dans celle des textes *persuasifs* : ils utilisent les symboles d'une grande valeur affective (dans ce cas, « le droit de maintenir la Capitale à Bucarest »), non pas d'arguments pour et contre. Pendant les premières années après la chute du communisme, les journaux fonctionnaient selon la logique de « l'appel », en essayant de mobiliser les gens en faveur d'une « cause »³⁸. Par rapport à l'Occident, la cause était créée déjà par le communisme : « sauvegarder l'indépendance et la souveraineté nationale ». Ce fragment met en forme textuelle un rapport entre « nous » et l'Occident qui avait été formulé toujours par le système communiste et qui domine jusqu'à nos jours une bonne partie de l'esprit public : énumérer les aides (thermomètres etc.) est une figure qui suggère un Occident riche, qui se permet de nous donner son surplus inutile, tandis que nous, tout dignement, décidons de nous débrouiller tout seuls. Donc,

la supériorité matérielle de l'Occident vs. *notre* supériorité morale ; accepter les « aides inutiles » signifierait devenir les serfs des patrons occidentaux. Le thème de la *servitude* sera abondamment repris dans toutes les circonstances où le Gouvernement roumain a tenté de s'approcher de l'Occident (v. *infra*).

Étude de cas : Kosovo 1999

Nous (et tout son paradigme – *notre, nos*, première personne du pluriel des verbes etc.) et la dichotomie *nous-eux* sont des signaux très forts de l'intention des éditorialistes de se créer un lecteur implicite ou plutôt une communauté de lecteurs à laquelle appliquer un traitement persuasif ou manipulateur³⁹.

L'exercice le plus intense de ce traitement – une véritable campagne de presse – s'est déroulé pendant la crise yougoslave, en 1999, quand l'OTAN a décidé d'intervenir en Kosovo et de bombarder Belgrade, et le gouvernement de Bucarest a fait la politique de l'Alliance occidentale atlantique. C'était la première fois que la Roumanie s'engageait d'une manière active et concrète (et pas seulement par des déclarations de soutien) aux côtés des pays de l'Ouest. Une telle attitude a été considérée par une bonne partie des éditorialistes comme « servile », « humiliante », et combattue par des textes qui faisaient appel aux techniques de la propagande. Des 120 éditoriaux parus entre 20 mars et 30 avril 1999 (la période de pointe des bombardements sur Belgrade) dans les principaux cinq quotidiens (*Adevărul, Azi, Cotidianul, Evenimentul zilei, Ziua*), environ 70% contiennent des messages ou des attitudes anti-occidentales. La plupart sont exprimés à travers le recours aux thèmes du passé et placés dans l'antinomie fondamentale *nous-eux* : notre héroïsme dans la guerre vs. la lâcheté des Occidentaux ; notre statut de petit pays vs. « l'Occident patron » ; notre dignité nationale vs. l'hypocrisie de l'Occident ; notre modestie vs. l'arrogance de l'Occident ; notre pauvreté vs. l'abondance de l'Occident ; notre lutte pour la souveraineté nationale vs. l'Occident qui nous a trahis à Yalta ; nous, abandonnés devant les vicissitudes de l'histoire vs. l'Occident qui poursuit ses intérêts mesquins ; nous essayons de conserver nos traditions vs. l'Occident veut imposer par force son modèle culturel ; nous connaissons la situation des Balkans (« nous, dont le cerveau n'a pas été lavé pour être substitué par une bouteille de Coca-Cola ») vs. les occidentaux n'ont rien compris (« leur

disponibilitate de se laisser manipulés comme des handicapés », « esclaves des idées reçues par la télé », « drogués par les *news* ». Ces comparaisons se développent dans une suite de figures rhétoriques qui visent l'affectivité des lecteurs. Il ne s'agit pas de textes argumentatifs ou d'analyses politiques, mais plutôt de textes qui empruntent des techniques littéraires, même lyriques. Pratiquement, il n'y a que trois éditorialistes qui discutent en termes d'analyse politique et produisent des arguments en faveur de la décision pro-occidentale du gouvernement roumain : l'ex-ministre des Affaires étrangères Adrian Severin (dans *Ziua*), Dan Pavel (*Ziua*) et Cornel Nistorescu (*Evenimentul zilei*)⁴⁰. Les autres utilisent la situation de l'ex-Yougoslavie pour développer, à nouveaux, l'idée de « l'incompatibilité entre nous et l'Occident ». Pour cela, on étale deux stratégies discursives : le recours aux exemples historiques et l'appel au thème de la « servitude ». L'histoire est invoquée directement, pour suggérer notre supériorité envers les occidentaux (surtout les Américains) ou comme « leçon pour le présent » : « Noi, românii, ca și cetățenii altor țări din Est, care știm ce înseamnă eroism pe câmpul de luptă, rămânem stupefiați la înfioierea ridicolă a liderilor politici și militari ai NATO » (« Nous, les Roumains, comme les citoyens d'autres pays de l'Est, nous savons ce que signifie le héroïsme sur le champ de bataille, donc nous restons stupéfaits devant la vanité ridicule des leaders politiques et militaires de l'OTAN » – IC, C., 1 avril 1999) ; « Români simt instinctiv pericolul pe care-l reprezintă pentru țara lor precedentul creat de intervenția NATO împotriva unui stat suveran. » (« Les Roumains sentent instinctivement le danger représenté pour leur pays par l'intervention de l'OTAN contre un Etat souverain » – IC, C. 14 avril 1999) ; « Așa cum ne-o arată lecția Serbiei, așa cum ne-o demonstrează istoria noastră națională, marile puteri își urmăresc propriul interes. [...] iluzia păguboasă că stăpînii lumii de azi ar diferi de toți stăpînii care s-au perindat prin istoria noastră » (« Comme la leçon de la Serbie nous montre, comme notre histoire nationale nous démontre, les grands pouvoirs poursuivent leur propre intérêt ». Il faut donc abandonner « l'illusion perdante que les patrons du monde d'aujourd'hui soient différents par rapport à tous les patrons qui se sont succédés dans notre histoire » – IC, C., 8 avril 1999). Le moment plus cité de l'histoire est « la trahison de Yalta », pour suggérer que l'Occident continue à se comporter d'une manière hypocrite envers l'Est : « Poziția lui Clinton se integrează unei tradiții de ipocrizie din diplomația americană, ilustrată – pentru a da un singur exemplu – de Roosevelt, care spunea că apără dreptul la autodeterminare al popoarelor,

înscris în Carta Atlanticului, dar era de acord ca Europa de Est să ajungă sub cizma lui Stalin » (« La position de Clinton s'inscrit dans une tradition d'hypocrisie de la diplomatie américaine, illustrée – pour en donner un seul exemple – par Roosevelt, qui prétendait défendre le droit à l'autodétermination des peuples, inscrit dans la Charte Atlantique, mais il était d'accord à ce que l'Europe de l'Est entre sous la botte de Stalin » – FC, N., 1 avril 1999). La métaphore de la « botte russe » est un lieux commun (« ...amărățiii ăia din Est, ajunși sub cizma rusească și prin vânzarea de la Yalta » – « ces miséreux de l'Est, tombés sous la botte russe aussi par la vente de Yalta » – IC, C., 8 avril 1999), mais son usage vise l'idée que l'Occident est tout simplement « notre nouveau patron » qui a remplacé l'URSS et qu'il s'agit de la même histoire de la soumission de la Roumanie qui doit sacrifier ses valeurs et surtout sa dignité nationale (« l'Occident globalisant et écraseur des traditions nationales » - CTP, Ad. ; 25 janvier 2002 ; « L'OTAN et l'UE sont devenus en Roumanie ce que les Russes l'étaient pendant le communisme » - OP, C., 5 février 2002). Ainsi, *l'alliance* avec l'Ouest n'est pas jugée du point de vue de l'opportunité politique, mais en termes de moralité et de « panique nationale » : « Ne-am dat seama că gesturile lor binevoitoare față de noi, cei din Est, nu erau altceva decât o modalitate perfidă de a ne amăgi pentru a ne mai lua ceva pe gratis din avuția națională » (« Nous nous sommes rendu compte que leurs gestes de bienveillance envers nous, ceux de l'Est, n'étaient qu'une modalité perfide de nous séduire pour prendre gratuitement quelque chose de notre richesse nationale » - IC, C., 8 avril 1999) ; « Președintele Emil Constantinescu [...] a aterizat ieri surîzător pe pământul Americii, în speranța că la reuniunea la vîrf a Alianței Nord-Atlantice va fi băgat în seamă de mai-marii lumii occidentale » (« Le Président E. C. a atterri hier souriant sur le sol de l'Amérique, en espérant qu'au sommet de l'OTAN il se fera remarqué par les grands du monde occidental » – DT, Ad., 8 avril 1999). Pour accentuer la relation entre nous et l'Occident, on fait appel même au symbole de la Haute Porte ottomane, qui incorpore les deux thèmes – l'histoire et la « servitude ». Ce qui manque dans tous ces plaidoyers pour la « dignité nationale » et contre « l'Occident perfide et arrogant » est l'idée de partenariat, d'alliance, de dialogue avec l'Ouest : tout simplement ces pratiques qui font partie des valeurs fondamentales des pays démocratiques ne sont pas prises en considération.

En guise de conclusions

Toute cette rhétorique éparpillée dans les éditoriaux forme une sorte de « grand discours collectif » qui prétend être représentatif pour « nous, les Roumains » et qui repose sur l'expérience historique, sur les symboles du passé et sur les stéréotypes inférés par la propagande (communiste, mais non seulement). Ce type de discours récupère la tradition du discours identitaire national cristallisée pendant le XIX^e siècle, combinée avec l'attitude isolationniste, autosuffisante et xénophobe du régime communiste des années 80. Le recours obsessionnel à l'histoire, aux traditions, au spécifique national dévoile sa composante anti-moderne, mais en même temps explique sa réception par le grand public : il entre en résonance avec la sensibilité commune désinformée pendant des décennies et obligée de se réfugier à l'abri des mythes historiques et identitaires. Ce type de discours anti-occidental est en grande partie passéiste et national-romantique, dans le sillage de la guerre froide et de la modernisation inachevée de la Roumanie et d'autres pays est-européennes. Paradoxalement, dans un pays où, selon les sondages, une grande majorité du public soutient l'adhésion à l'UE et à l'OTAN, le discours anti-occidental a eu une bonne audience, grâce à ses techniques persuasives, qui retombent sur un certain usage de la parole auquel les gens sont habitués : le style (vue comme « ornements ») l'emporte sur l'argumentation, les figures du sensible tendent à remplacer les raisonnements, l'identification à la collectivité (« nous ») est plus forte que celle aux valeurs individuelles. En (ab)usant des vertus rhétoriques, les journalistes atteignent justement l'horizon des compétences linguistiques et culturelles du public, déformé par le discours officiel communiste et appauvries par l'absence des discours alternatifs. Dans ce contexte, la presse a stimulé la création d'un Occident perçu comme « l'Autre » par excellence, en valorisant les différences. L'image négative de l'Occident, maintes fois cultivée d'une manière intéressée par certaines forces politiques, a continué la confusion pour un public qui, d'autre part, se montrait désireux d'avancer vers l'Ouest, en lui donnant ainsi la sensation de « frapper aux portes de l'ennemi ». Les retards de la Roumanie en ce qui concerne les réformes s'expliquent aussi, sans doute, par ce « désordre du discours ».

NOTES

- 1 Pour l'analyse du national-communisme roumain, voir par exemple TISMANEANU, Vladimir, « Understanding national Stalinism : reflections on Ceaușescu's socialism », dans *Communist and Post-Communist Studies*, 32 (1999), 155–173 ; VERDERY, Katherine, *National Ideology Under Socialism*, Berkeley, University of California Press, 1991.
- 2 « News discourse is one of the important means by which society comes to know itself ». ERICSON, Richard V., BARANEK, Patricia M., and CHAN, Janet B.L., *Negotiating contro I: A study of news sources*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, p. 15.
- 3 Cf. PETCU, Marian, *Tipologia presei românești*, Iași, Institutul European, 2000, p. 140-141. Marian Petcu cite les données offertes par la Commission Nationale de Statistique et, sur cette base, il calcule l'indicateur « titre de journaux et de revues à 100.000 habitants » : 1,8 en 1989, 5,1 en 1990, 8,6 en 1997. Entre 1989-1999, 22 nouveaux quotidiens nationaux ou locaux ont été fondés chaque année. Il faut ajouter que bien d'entre eux ont disparu après quelques mois ou un ou deux ans.
- 4 *Ibidem*, p. 141.
- 5 COMAN, Mihai, « 1996 – Starea mass-media în România », dans *Manual de jurnalism*, Iași, Editura Polirom, 1997, p. 213.
- 6 Pour la situation des médias en Roumanie après 1989, voir COMAN, Mihai, « Les médias roumains en transition », dans TESSIER, Roger (éd.), *La transition en Roumanie : communication et qualité de la vie*, Montréal, Presses Universitaires du Québec ; GROSS, Peter, *Mass Media in Revolution and National Development : The Romanian Laboratory*, Iowa, Iowa University Press.
- 7 GROSS, Peter, *Colosul cu picioare de lut*, Polirom, Iași, 1999.
- 8 Les baromètres d'opinion réalisés en 2002 par la Open Society Foundation placent la presse comme institution à la troisième place en ce qui concerne la confiance du public, après l'Eglise et l'Armée et bien avant le Gouvernement, le Parlement, la Justice et les autres institutions de l'Etat.
- 9 HAVEL, Vaclav, « Imperative to Democracy », *Transitions Online*, 3 mai 2002.
- 10 Voir, à cet égard, ORNEA, Z., *Tradiționalism și modernitate în deceniul al treilea*, Editura Eminescu, București, 1980.
- 11 MUNGIU-PIPPIDI, Alina, *România după '89. Istoria unei neînțelegeri*, Editura Humanitas, București, 1995, p. 108.
- 12 *Ibidem*, p. 254.
- 13 THOMPSON, John, *The Media and Modernity*, Polity Press, Cambridge, 1995.
- 14 J'utilise le terme « mythe » au sens de R. Girardet ; v. GIRARDET, R., *Mituri și mitologii politice*, Institutul European, Iași, 1997. Voir aussi BOIA, Lucian,

- Istorie și mit în conștiința românească*, Humanitas, București, 1997; *idem*, *Miturile comunismului românesc*, Nemira, București, 1998.
- 15 TISMANEANU, Vladimir, *Fantasmemele salvării. Democrație, naționalism și mit în Europa postcomunistă*, Polirom, Iași, 1999, p. 61. (Ed. orig.: *Fantasies of Salvation. Democracy, Nationalism, and Myth in Post-Communist Europe*, Princeton University Press, 1998)
- 16 Cf. TISMANEANU, *op. cit.* Voir aussi MUNGIU-PIPPIDI, Alina, *Politica după comunism*, Humanitas, București, 2002, p. 188-190.
- 17 *Ibidem*, p. 76.
- 18 GREENFELD, Liah, *Nationalism: Five Roads to Modernity*, Harvard University Press, 1992, p. 487.
- 19 Il y a un certain usage très fréquent du mot *intérêts*, hérité du discours officiel communiste : « promouvoir ses intérêts » est une action perçue, en soi, comme « impure », condamnable, agressive, hostile.
- 20 Il y a ici, bien sûr, un exercice de manipulation : le slogan a été utilisé, pour conserver le pouvoir, par les représentants du Front du Salut National, qui regroupait surtout des personnages de second rang de l'ex-Parti Communiste Roumain. La manière dont ce slogan a été lancé et diffusé semble aussi un exercice d'intoxication spécifique aux services secrets de l'ancien régime. Ce n'est pas, bien sûr, le but de cette recherche d'analyser le fonctionnement et les effets de la manipulation ; mais il faut souligner que son a été dû au fait qu'il répondait aux attentes du public et reflétait un certain état d'âme.
- 21 Selon AUDIMAS, 402.770 lecteurs pendant la semaine du 30 juillet au 5 août 2000.
- 22 GROSS, Peter, « Media and political society in Eastern Europe », dans *Media Development*, 1, 2002.
- 23 « L'effigie du Maréchal est encore diabolisée après 55 ans de son assassinat. De nos jours même, les Roumains qui essaient d'honorer sa mémoire sont persécutés. Il est vrai, ils ne sont plus tués comme il y a 45-50 ans, ils sont 'seulement' passés en réserve. Comment peut-on comprendre l'emploi, par l'actuel Président de la Roumanie, du qualificatif « criminel de guerre » pour le Maréchal ? Est-ce qu'il n'est pas clair que cette étiquette lui a été appliquée par l'occupant soviétique dans un mode tout à fait abusif, seulement parce que le Maréchal a osé de se soulever contre le colosse soviétique pour défendre la Roumanie ? » [...] « Il est claire qu'en nous préparant pour entrer dans l'UE et dans l'OTAN personne ne nous demande de renoncer à la dignité nationale, de nous auto-flageller, de dénigrer nos ancêtres. Tout au contraire, en défendant notre dignité, nous gagnerons plus de respect. » (Valeriu Graur, « Războiul dezrobirii », *România liberă (Aldine)*, nr. 272, 30 juin 2001).
- 24 « Pendant des décennies, toute sorte d'agitateurs de profession nous ont envoyé, d'outre l'Océan, les 'missiles balistiques' de leurs protestations et menaces, de telle manière que les jeunes générations de Roumains ne

- redécouvrent pas le trésor culturel et éthique de leur Peuple. Dans le classement des Roumains mis aux piloris s'est retrouvé aussi le Maréchal Antonescu. Je ne suis pas absurde et je n'ai aucune fixation en ce qui concerne les gens et les événements qui ont commencé à se perdre dans l'histoire, mais j'ai le droit de savoir si la liberté d'expression est valable pour nous aussi, les Roumains, ou seulement pour ceux qui voudraient penser à notre place et qui nous traitent pour des simples repères statistiques. Dans l'Histoire, au moins pendant le XX^e siècle, seulement Hitler et Stalin se sont disputé avec les statues. Il serait mieux que les congressistes américains, Cristopher Smith et D'Amato – qui nous menacent avec l'Apocalypse si nous osons inaugurer une statue de celui qui a été, quand même, le Dirigeant de l'Etat roumain et qui a contribué à l'union du Pays tant dans la première que dans la seconde guerre mondiale - s'occupent de leur inculture et de leurs misères. Est-ce que l'Amérique et l'Israël ont-ils des 'sensibilités' en ce qui concerne la reconsidération de la personnalité du Maréchal Antonescu ? C'est leur affaire, nous avons aussi nos sensibilités à nous et nous attendons le moment où l'Holocauste contre les Roumains sera reconnu officiellement, car il n'est guère moins important que l'Holocauste contre les juifs. » (Corneliu Vadim Tudor, « În timp ce alte partide fac istorie, PRM face politica », *România Mare*, nr. 572, 23 juin 2001).
- ²⁵ HROCH, Miroslav, « From National Movement to the Fully-formed Nation : The Nation-building Process in Europe », in BALAKRISHNAN, Gopal, éd., *Mapping the Nation*, New York and London, Verso, 1996, p. 78-97.
- ²⁶ ORNATOWSKI, Cezar, « Rhetorical Power and Rhetorical Crisis: Political Discourse in Poland, 1980-1988 », the 13th Biennial Conference of the International Society for the History of Rhetoric, Warsaw, Poland, July 23-29, 2001.
- ²⁷ TISMANEANU, Vladimir, *Fantasmale salvării. Democrație, naționalism și mit în Europa postcomunistă*, Polirom, Iași, 1999, p. 94. (Ed. orig.: *Fantasies of Salvation. Democracy, and Myth in Post-Communist Europe*, Pinceton University Press, 1998).
- ²⁸ LEPENNIES, Wolf, « The Future of the Intellectuals », in *Partisan Review*, no 1, 1994.
- ²⁹ « It is difficult to define an in-group precisely. Perhaps the best that can be done is to say that members of an in-group all use the term we with the same essential significance. Members of a family do so, like-wise schoolmates, members of a lodge, labour union, club city, state, nation ». ALLPORT, Gordon, « The Nature of Prejudice », in STANGOR, Charles, *Stereotypes and Prejudices: Essential Readings*, Psychology Press, Taylor and Francis Group, 1991, p. 20-48.
- ³⁰ TISMANEANU, Vladimir, « Understanding national Stalinism: reflections on Ceaușescu's socialism », in *Communist and Post-Communist Studies*, no 32 (1999), 155–173.

- 31 DEMERTZIS, Nicolas, PAPATHANASSOPOULOS, Stylianos and ARMENAKIS, Antonis, « Media and Nationalism: The Macedonian Question », in *Harvard International Journal of Press Politics*, vol. 4, no 3, pp. 26-50, 1999.
- 32 GANS, Herbert, *Deciding What's News. A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek, and Time*, London, Constable, 1979.
- 33 ZELLER, John R., *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, pp. 8-14.
- 34 « In constructing their opinion statements, members of the public make great use of cues and other information from elites and convert them into their own opinions and preferences. [...] Sometimes, however, these elite-supplied stereotypes can be important, even for matters within people's 'power of direct observation' ». YIN, Jun, « Elite Opinion and Media Diffusion: Exploring Environmental Attitudes », in *Harvard International Journal of Press Politics*, tome 4, no 3 (1999) pp. 62-86.
- 35 NEGRICI, Eugen, *Literatura română sub comunism*, Editura Fundației PRO, București, 2002, p. 49-53.
- 36 « ...les routes de la Roumanie seront traversées dorénavant par de modernes camions étrangers avec des aides humanitaires : thermomètres, aspirines, jouets, équipements pour des imprimeries privées et postes de radio, télécopieurs, livres etc., panacée pratiquée par la politique du monde libre à l'égard de la Roumanie, un pays auquel on contestera peut-être dans l'avenir le droit de maintenir sa capitale à Bucarest et pas à Videle si n'importe qui déclenche la grève de la faim devant les messieurs de Bruxelles. Contre cette réalité, construite avec l'appui généreux de l'opposition obsédée par le 'martyre' de la démocratie en Roumanie, nous n'avons qu'une seule issue : les propres efforts ». Al. Gavrilescu, « Colacul umanitar », *Adevărul*, 3 oct.1990.
- 37 Institute for Propaganda Analysis, *Propaganda Analysis*, New York, Columbia University Press, 1938; Idem, *The Fine Art of Propaganda*, New York, Harcourt, Brace and Company, 1939.
- 38 « These appeals persuade not through the give-and-take of argument and debate, but through the manipulation of symbols and of our most basic human emotions. For better or worse, ours is an age of propaganda ». PRATKANIS, Anthony, ARONSON, Elliot, *Age of Propaganda: The Everyday Use and Abuse of Persuasion*, New York, W.H. Freeman and Company, 1991.
- 39 « Persuasive essays, for example, make extensive use of the implied reader in creating a "them/us" dichotomy and a sense of implied reader approval. [...] The implied reader as a device also effects identification when reader and writer together begin among those with the "right" character and end among those with the "right" beliefs. ». ROTSCCHILD EWALD, Helen, « The

Implied Reader in Persuasive Discourse », in *Journal of Advanced Composition*, no 8, 1988, p. 67-76.

40

Pour des raisons d'espace, j'utilise les abréviations suivantes : *Azi* – Az.; *Adevărul* – Ad.; *Cotidianul* – C.; *Evenimentul zilei* – Ev.; *Ziua* – Z. De même, pour les éditorialistes : Cristian Tudor Popescu – CTP; Dumitru Tinu – DT; Cornel Nistorescu – CN; Octavian Paler – OP; Ion Cristoiu – IC; Dan Pavel – DP; Adrian Severin – AS; Florin Constantiniu – FC.